

# Les tensions sociales et ethniques au Rwanda

Claudine Vidal

Le Monde, 20 mars 1973

Une de nos lectrices, Mlle Vidal, attachée de recherche au C.N.R.S., récemment revenue du Rwanda, où elle a séjourné plusieurs mois, nous adresse les précisions suivantes sur la situation dans ce pays :

... La situation économique précaire du Rwanda suscite actuellement une vague de déception aussi bien chez les élites que chez les paysans, dont beaucoup pensaient que l'avènement de la république et de l'indépendance apporterait un mieux-être. Il n'y a pas perte de confiance dans l'actuel gouvernement, qui est resté le même depuis l'indépendance, fait rare en Afrique, mais les tensions sociales s'aiguisent à mesure que les visions d'avenir perdent de leur optimisme. Dans ce climat, les Hutus acceptent mal que les trop rares postes salariés soient attribués à un nombre de Tutsis proportionnellement plus élevé que leur représentation réelle (10 %) dans la population.

A la fin de l'année 1972, l'agitation gagna tout d'abord

quelques établissements scolaires : les élèves hutus trouvaient le pourcentage des Tutsis qui suivaient l'enseignement trop élevé. Puis le mouvement prit de l'ampleur : en février 1973, les étudiants de l'Université nationale chassaient leurs camarades tutsis. Quelques jours plus tard, étaient affichées aux portes des sociétés privées de la capitale des listes de personnel tutsi et un avis leur enjoignant de ne pas se représenter au travail.

Je n'ai vu, personnellement, à cette époque, aucune liquidation physique de Tutsis. A Butare, certes, les étudiants hutus chassèrent sans ménagement les étudiants tutsis, mais les autorités universitaires les appelèrent immédiatement au calme. De même, des ordres visant à interdire les brutalités furent envoyés un peu partout. Les autorités supérieures cherchent manifestement à éviter tout incident sanglant. Aussi, les accusations de massacre racial émanant du Burundi s'avèrent-elles

tendancieuses. Le gouvernement du président Micombero, qui n'a pas hésité à massacrer, en 1972, plusieurs dizaines de milliers de Hutus, afin d'assurer par la terreur la domination de la minorité tutsi a réellement, quant à lui, appliqué une politique raciste, et utilisé sans hésiter des méthodes nazies. Rien de tel au Rwanda. Mais on comprend que le Burundi es-

père, en accusant son voisin, masquer sa propre culpabilité. C'est pourquoi il est indispensable de réfuter ces calomnies. Le meilleur démenti à ces accusations réside dans l'actuelle modération du gouvernement rwandais qui, il faut l'espérer, réussira à contenir tout désordre pouvant entraîner des effusions de sang.